

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2017

Volume XVIII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

LA POLITIQUE RUSSE DE L'ALLEMAGNE

VERS UN PRAGMATISME OPPORTUNISTE

PAR

STEPHAN MARTENS (*)

L'Allemagne ayant recouvré, avec l'unification de 1990, une position géopolitique centrale en Europe, les acteurs politiques et économiques allemands ont pour objectif de légitimer l'ouverture des instances occidentales à l'Est, parce qu'il faut avoir des partenaires « occidentaux » à l'Est, l'Europe dans son ensemble devant se muer d'abord en un espace de stabilité. Cet intérêt stratégique constitue une sorte de trame conceptuelle depuis le début des années 1990, car pour tous les dirigeants allemands la préoccupation permanente est d'exporter la stabilité de l'Union européenne (UE) pour ne pas un jour importer de l'instabilité de l'Est. Dans ce contexte, la Russie, en raison de l'immensité de son territoire, de ses capacités militaires et de ses incertitudes en politique intérieure, est l'acteur déterminant (1). Si l'Allemagne et la Russie entretiennent des relations traditionnellement solides en matière économique et commerciale, elles jouent surtout un rôle éminent dans l'organisation pacifique du Vieux Continent, par leurs taille – ce sont les deux Etats les plus peuplés d'Europe – et leurs ambitions, elles sont les catalyseurs de la paix continentale, une des clefs majeures pour la bonne marche de la « maison » européenne » et des affaires continentales.

Selon l'historien Michael Stürmer, les leçons de l'histoire germano-russe seraient doubles : « être en accord avec les Russes, aussi étroitement que possible, et tenir la Russie à distance, aussi loin que possible » (2). La simplicité de cette formule dissimule cependant la complexité des relations germano-russes, qui sont déterminées par le *policy mix* de liens psychologiques et politico-économiques. Autant le retour aux relations économiques bilatérales n'a pas posé de problèmes spécifiques, autant a-t-il fallu attendre 60 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le 9 mai 2005, pour qu'ait eu lieu, à Moscou, la première « rencontre de la réconciliation » entre vétérans russes et anciens combattants allemands en présence des chefs d'Etat et de gouvernement des deux pays. Plus

(*) Professeur de Civilisation allemande contemporaine à l'Université de Cergy-Pontoise (France).

(1) Cf. Stephan MARTENS, *La Politique à l'est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949. Entre mythe et réalité*, PUF, Paris, 1998.

(2) Michael STÜRMER, « Deutsche Interessen », in Karl KAISER / Hanns W. MAULL (dir.), *Deutschlands neue Außenpolitik. Band 1 : Grundlagen*, Forschungsinstitut der DGAP, Munich/Oldenbourg, 1994, p. 58.

fondamentalement, les relations germano-russes posent des défis à la politique étrangère de l'Allemagne : puissance centrale en Europe, elle est, parmi tous les Etats d'Europe, celui qui sera toujours « en première ligne » face à l'Ours russe.

LA POLITIQUE A L'EST DE L'ALLEMAGNE : LA PRIORITÉ A MOSCOU

Jusqu'à l'unification allemande, en 1990, la politique à l'Est (*Ostpolitik*) s'articule autour de la « question allemande » et, donc, de la politique (inter)allemande (*Deutschlandpolitik*) et correspond, en premier lieu, à une démarche menée en direction de Moscou (*Russlandpolitik*), car l'existence de la République démocratique allemande (RDA) dépendait en réalité de l'Union soviétique : le régime de la RDA reposait sur la garantie militaire de l'Armée rouge. Certes, les alliés occidentaux ont toujours craint un rapprochement germano-soviétique, crainte découlant de l'histoire des traités germano-russes : avec le traité de Tauroggen (1812), l'armée prussienne change d'alliance et quitte Napoléon pour le tsar ; avec le Traité de Berlin (1887), Otto von Bismarck signe avec la Russie le pacte de contre-assurance ; avec le Traité de Moscou (1939), Joachim von Ribbentrop et Viatcheslav Molotov signent le pacte de non-agression. Cela étant, c'est le Traité de Rapallo (1922), signé à l'occasion de la Conférence de Gênes et jetant les bases d'une coopération économique avec les Soviétiques, qui va apparaître comme le premier acte politique de l'Allemagne vaincue pour sortir de son isolement et, en outre, comme le premier pas vers une révision des conditions du Traité de Versailles par une ouverture à l'Est : dès lors, la crainte d'un nouveau Rapallo sévit de façon endémique dans l'opinion française. Si une telle hypothèse ne trouve aucune assise dans la réalité politique allemande actuelle, le « complexe de Rapallo » est cependant resté vivace jusqu'à la fin des années 1990 – symbole de ce que certains considèrent comme la disponibilité de l'Allemagne pour un jeu de bascule entre l'Est et l'Ouest.

Du point de vue de la République fédérale d'Allemagne (RFA), toute démarche en direction de l'Est, en partant de l'Union soviétique, n'avait cependant d'avenir qu'à partir d'une position de force dans le camp occidental, cet ancrage étant fondamental pour la RFA non seulement pour lui éviter un isolement et pour lui permettre de négocier avec l'Est à l'abri de tout chantage, mais aussi pour rassurer ses partenaires occidentaux. Si l'unification allemande est rendue possible par la « nouvelle pensée » de Mikhaïl Gorbatchev – qui prétendait assurer la liberté de choix pour tous les peuples –, elle l'est assurément aussi par la détermination du chancelier chrétien-démocrate (CDU) Helmut Kohl (1982 à 1998) à ne pas laisser l'Allemagne se charmer par les sirènes neutralistes. Tous les gouvernements ouest-allemands avaient néanmoins reconnu qu'un changement en Allemagne et en Europe n'était possible qu'avec et non contre l'Union soviétique et que c'est bien uniquement « *en passant par Moscou que*

Bonn put rejoindre Berlin », comme l'écrit l'historien britannique Timothy Garton Ash (3).

La première grande action de la politique à l'Est de la RFA est l'établissement de relations diplomatiques avec l'Union soviétique, lorsque le chancelier Konrad Adenauer (CDU) se rend dans la capitale soviétique, du 9 au 13 septembre 1955, et définit l'élément central de l'*Ostpolitik* qu'en 1983 Richard von Weizsäcker, alors Président de la RFA, a résumé de la manière suivante : « *Sur la base de notre liberté protégée dans l'Alliance atlantique, il nous faut concentrer nos efforts sur l'établissement de bonnes relations avec la puissance dirigeante à l'Est* » (4). Egon Bahr, proche conseiller du chancelier social-démocrate (SPD) Willy Brandt (1969 à 1974) et « père spirituel » de la nouvelle *Ostpolitik* des années 1970 et 1980, inventeur de la formule du « *changement par le rapprochement* » (*Wandel durch Annäherung*) (5), l'admet bien volontiers : « *A Bonn, nous avons su et reconnu que l'Union soviétique était la puissance dirigeante. C'était le préalable à l'Ostpolitik* » (6). Le Traité de Moscou, signé le 12 août 1970, est bien la pièce maîtresse de la série de traités de coopération et de bon voisinage signés par la suite avec les autres pays de l'Est, et constitue la clef du succès de toute l'*Ostpolitik*. Toute détente dépendait au premier chef d'un accord avec Moscou. Même en plein refroidissement des relations Est-Ouest, le chancelier Kohl déclarait, dans un discours prononcé le 2 mai 1984, dans le cadre de l'Adenauer Memorial Lecture à Oxford, qu'une « *politique qui tend à maintenir et stabiliser la paix en Europe exige que la chance d'un dialogue avec l'Union soviétique soit continuellement recherchée, même si les temps sont difficiles* ».

Suite à la chute du Mur de Berlin, la cadence du processus d'unification s'accélère et, entre février et septembre 1990, les ministres des Affaires étrangères des deux Etats allemands et des quatre puissances victorieuses mènent les négociations dites « 2+4 » pour débattre des aspects extérieurs de l'unification. C'est dans ce climat de confiance et parce que l'Occident veut associer l'Union soviétique au nouvel ordre européen que Mikhaïl Gorbatchev cède, en juillet 1990, sur la question de l'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). La RFA lui promet une aide économique, accepte de contribuer financièrement aux frais de rapatriement des troupes soviétiques stationnées en ex-RDA – elles se retirent définitivement en août 1994 – et de limiter son potentiel militaire. Le 12 septembre 1990, c'est à Moscou que les négociations « 2+4 » s'achèvent, par la signature d'un traité qui rétablit

(3) Timothy GARTON ASH, *Au nom de l'Europe. L'Allemagne dans un continent divisé*, Gallimard, Paris, 1995, p. 421.

(4) Richard VON WEIZÄCKER, *Die deutsche Geschichte geht weiter*, DTV, Munich, 1983, p. 12.

(5) Dans la perspective d'un « changement par le rapprochement », il importait de ne pas continuer à adopter une stratégie d'endiguement, mais de développer les relations dans tous les domaines afin, à plus long terme, d'infléchir la nature du régime communiste en place dans les pays du bloc de l'Est.

(6) Egon BAHR, *Ostwärts und nichts vergessen. Politik zwischen Krieg und Verständigung*, Herder, Fribourg-en-Brisgau, 2015, p. 118.

l'Allemagne dans sa pleine souveraineté à partir du jour de son unification, le 3 octobre. Après la phase de normalisation avec les Traités de l'Est, signés au début des années 1970, l'Allemagne unifiée signera, entre 1991 et 1992, des traités de bon voisinage avec les pays d'Europe centrale et orientale. Cela étant, c'est d'abord avec Moscou que Bonn signe, le 9 novembre 1990, soit un an jour pour jour après la chute du Mur, un traité de bon voisinage et de partenariat, qui fournit un cadre à la coopération bilatérale des deux pays dans les domaines politique, économique et culturel, et donne à l'Union soviétique des garanties supplémentaires, tant en ce qui concerne les frontières héritées de 1945 (article 2) que le non-recours à la force (article 3). Au début des années 1990, l'Allemagne signe donc avec tous les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) des traités de bon voisinage et de coopération amicale, scellant après la phase de normalisation une volonté de réconciliation et de coopération économique. Toutefois, comme lors des accords conclus avec les pays du bloc de l'Est au début des années 1970, c'est d'abord avec l'Union soviétique que l'Allemagne signe un tel traité.

La Russie reste en effet un facteur psychologique capital dans toute réflexion stratégique allemande. Vu de Berlin, le destin du continent sera déterminé par le degré d'intensité des relations entre l'Allemagne et la Russie. Lors de sa première visite officielle à Moscou, en tant que Président de l'Allemagne unifiée, Roman Herzog déclare, le 1^{er} septembre 1997, au palais du Kremlin, que le « *poids de la Russie et de l'Allemagne a toujours marqué de manière décisive la stabilité et la coopération en Europe* » et que les relations entre les deux pays ont toujours été un « *sismographe pour l'état des rapports politiques en Europe* ». Les dirigeants allemands, quels qu'ils soient, se situent bien dans le cadre de l'*Ostpolitik* inaugurée par le chancelier Adenauer à Moscou en 1955, poursuivie par le chancelier Brandt et ses successeurs, qui se fondent sur les leçons d'une histoire mouvementée : en un siècle, par deux fois, l'Allemagne a secoué la Russie au plus profond d'elle-même, en 1918 et en 1941 ; par deux fois, également, les deux pays ont collaboré pour le pire, en 1922 et surtout en 1939. La rivalité germano-russe, aux plans de la politique de puissance et de l'idéologie, a provoqué au XX^e siècle de graves convulsions européennes, le point culminant étant la Seconde Guerre mondiale avec ses conséquences traumatisantes pour les deux peuples (7). Cette histoire a convaincu les Allemands que leur sécurité dépend d'une bonne entente avec Moscou, alors que l'affrontement débouche sur des tragédies. L'image de la Russie en Allemagne a d'ailleurs toujours eu un caractère ambivalent : autant les médias véhiculent une image plutôt critique, autant l'opinion publique porte un regard plutôt positif et souhaite, même en temps de crise, une coopération intensive entre les deux pays.

(7) Cf. Walter LAQUEUR, *Russia and Germany, a Century of Conflict*, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1965.

L'ALLEMAGNE, « MÉDIATEUR » ENTRE L'OCCIDENT ET LA RUSSIE

Les rapports entre les peuples allemand et russe ont toujours été un mélange de crainte et d'attrance. Il existe un courant intellectuel – plutôt minoritaire – qui perçoit les relations germano-russes sous l'angle d'une interaction romantique où Berlin fait office de porte de sortie pour l'Allemagne, tous les chemins menant en Russie, et d'entrée pour les Russes en Europe. Il est vrai que la gare de Silésie, aujourd'hui appelée *Ostbahnhof*, est restée pendant plus d'un siècle et demi, en dépit de tous les changements de noms et bouleversements politiques qu'elle a connus, le portail de Berlin vers l'Est (8). Une partie de l'élite russe éprouve une sorte d'admiration pour les Allemands et estime qu'ils sont les seuls aptes à lier les Russes au monde occidental (9). Les réflexions du chancelier SPD Helmut Schmidt (1974 à 1982) sur la vocation originale de l'Allemagne reflètent un sentiment largement répandu au sein de l'élite politique allemande : « *Les Russes ont toujours eu des difficultés – et en auront toujours – à comprendre l'Occident. Ce dernier a toujours du mal à comprendre la Russie et la politique russe, mais les Allemands peuvent aider à l'amélioration de la compréhension mutuelle* » (10). Toute recomposition des relations entre le monde occidental et la Russie s'effectuera ainsi par l'action d'une Allemagne servant de marchepied à l'accrochage de la Russie à l'Europe. Selon des observateurs allemands, la Russie et l'Allemagne sont « *liées par des expériences historiques semblables* » – la gestion du traumatisme dû à la perte du statut de grande puissance –, le monde germanique « *perçoit donc mieux que d'autres pays européens les problèmes actuels de la Russie* » (11). Les experts n'ont pas hésité à mettre en avant la culture germanophile de Vladimir Poutine, Président de la Russie de 2000 à 2008, réélu en 2012. Ancien officier du services secrets intérieurs soviétiques (KGB) en poste dans les années 1980 à Dresde, parlant couramment l'allemand, V. Poutine devient ainsi « *der Deutsche im Kreml* » (« l'Allemand au Kremlin ») (12).

Le rôle d'intermédiaire entre la Russie et le monde occidental apparaît très clairement durant les années 1990, à l'occasion des discussions sur l'élargissement de l'OTAN destiné à consolider la stabilisation démocratique en Europe centrale. S'il est nécessaire de tendre vers un partenariat global entre l'Alliance atlantique et la Russie, il doit se différencier dans sa substance politico-stratégique des relations de coopération qui s'intensifient et s'approfondissent toujours plus avec les partenaires plus petits d'Europe centrale. Dans ce contexte, l'Allemagne estime qu'il faut prendre en considération les intérêts en matière de sécurité de la Russie, déjà

(8) Cf. Karl SCHLÖGEL, *Le Berlin russe*, Maison des sciences de l'homme, Paris, 2014, pp. 11-42.

(9) Cf. Jean-Christophe ROMER, « La Russie et l'Allemagne d'Eltsine à Poutine », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n°4, 2000, pp. 609-623.

(10) Helmut SCHMIDT, *Des puissances et des hommes*, Plon, Paris, 1989, p. 44.

(11) Alexander RAHR, « Russland in Europa », in Karl KAISER / Hanns W. MAULL (dir.), *Deutschlands neue Außenpolitik, Band 2 : Herausforderungen*, Oldenbourg, Munich, 1995, p. 135.

(12) Alexander RAHR, *Wladimir Putin. Der Deutsche im Kreml*, Universitas, Munich, 2000.

fortement ébranlée par la dissolution de l'Union soviétique en décembre 1991, et plaide en faveur de la mise en place d'une coopération OTAN-Russie qui pourrait constituer, à terme, une contribution significative au renforcement de la stabilité dans l'espace oriental européen. Lors de la Conférence annuelle sur la sécurité de Munich, le 3 février 1996, le chancelier Kohl avait rarement plaidé aussi clairement en faveur d'une prudence politique à propos de l'élargissement de l'OTAN et d'une prise en compte des « *intérêts bien compris* » de la Russie. L'Acte fondateur des relations entre l'OTAN et la Russie, signé à Paris le 27 mai 1997 et instituant un Conseil conjoint permanent OTAN-Russie, est en grande partie dû à l'intercession allemande.

Malgré le climat tendu entre Occidentaux et Russes suite à l'éclatement des deux guerres en Tchétchénie (1994-1996 et 1999-2005) et de celle en Géorgie (2008), les dirigeants allemands déploient une diplomatie compréhensive à la recherche d'une entente euro-russe. Cela explique l'activisme du chancelier SPD Gerhard Schröder (1998-2005), en 1999, lors de la guerre du Kosovo, en vue de faire participer Moscou aux négociations pour trouver des solutions. Cela explique également la forte implication de l'Allemagne, depuis 2014, dans la crise ukrainienne, et sa présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en 2016, confirme l'importance qu'elle accorde au principe de non-recours à la force. Pour Moscou, le lien avec Berlin est essentiel, puisque l'Allemagne est en mesure de contenir les revendications des pays d'Europe centrale qui plaident pour une attitude plus ferme à l'égard de la Russie. L'Allemagne affermit ainsi son statut de médiateur idéal entre la Russie et l'Occident (13). Berlin joue aussi un rôle moteur dans l'adoption, au Conseil européen de Corfou, le 24 juin 1994, de l'Accord de partenariat et de coopération (ACP), base légale de la coopération entre l'Union et la Russie, mais aussi, au Conseil européen de Cologne, le 4 juin 1999, de la « Stratégie commune » de l'UE vis-à-vis de la Russie. Enfin, un « Partenariat pour la modernisation » est lancé lors du sommet UE-Russie à Rostov-sur-le-Don, le 1^{er} juin 2010, sur le modèle de celui proposé par l'Allemagne : le 13 mai 2008, dans un discours prononcé à l'Institut des relations internationales de l'Université d'Ekaterinbourg, le ministre SPD des Affaires étrangères de la Grande coalition (2005-2009 et à nouveau depuis 2013), Frank-Walter Steinmeier, avait souhaité donner substance à la relation germano-russe à travers la mise en place d'un étroit « Partenariat pour la modernisation ».

Le destin du continent sera déterminé par le degré d'intensité des relations entre l'Allemagne et la Russie : il sera positif si les relations sont constructives, négatif si elles sont belliqueuses. En ce sens, entre 1992 et 1998, le chancelier Kohl a cultivé avec le président russe Boris Eltsine une « amitié de sauna » (*Sauna-Freundschaft*) – quitte à renoncer à l'expression

(13) Cf. Marco SIDI, « German foreign policy towards Russia in the aftermath of the Ukraine crisis: a new Ostpolitik? », *Europe-Asia Studies*, n°4, juin 2016, pp. 665-677.

de toute critique à l'égard de la politique de ce dernier. Entre 2000 et 2005, les relations germano-russes sont marquées par l'« amitié virile » (*Männerfreundschaft*) qui liait le chancelier Schröder au président Poutine : le Chancelier préférerait manifester de la compréhension pour la politique du Président, en mettant en relief le laborieux, mais réel processus de réforme, considérant qu'une critique publique continue de ses déficits démocratiques ne provoquerait qu'une réaction d'obstination chez le grand voisin. Arrivée au pouvoir en 2005, la chancelière CDU Angela Merkel, originaire de l'ex-RDA, n'ayant aucune complaisance envers les régimes autoritaires, parlant couramment le russe, tempère le volontarisme pragmatique de son prédécesseur : accordant d'emblée la priorité au renforcement du lien transatlantique, elle mène une politique en direction de Moscou marquée par la sobriété. La Chancelière n'hésite pas, lors de ses rencontres avec V. Poutine et avec le président Dmitri Medvedev, entre 2008 et 2012, à faire référence, de manière allusive mais réelle, aux points névralgiques des relations germano-russes (la démocratie en Russie et la question des droits de l'homme), adoptant davantage que ses prédécesseurs une distance critique.

La relation bilatérale a cependant ses limites, car toute politique allemande se déploie depuis des décennies et de manière constante à partir du cadre des structures occidentales multiples et croisées. La Russie demeure aussi, pour des raisons politiques, économiques et technologiques, une grande puissance fragile et doit faire face à d'immenses chantiers de modernisation, et l'Allemagne, à elle seule, ne peut conduire une politique constructive ni apporter un soutien matériel ou financier conséquent.

L'ÉCHEC D'UNE POLITIQUE RUSSE EUROPÉENNE

En 2003, lorsque l'administration du président américain George W. Bush décide de manière unilatérale d'attaquer l'Iraq, le chancelier Schröder, avec le président Jacques Chirac et le président Poutine font cause commune contre Washington pour tenter de s'opposer à la stratégie américaine. La force de « l'axe Paris-Berlin-Moscou » fut telle que le sommet UE-Russie du 31 mai 2003, à Saint-Pétersbourg, définit, sur proposition franco-allemande, les grandes lignes de l'approfondissement à long terme de la relation entre l'Union et le Russie autour de « quatre espaces européens communs » de coopération (économie ; sécurité et justice ; action extérieure ; recherche, éducation et culture). Il est vrai que, dès le milieu des années 1990, des observateurs allemands ont prôné une *Ostpolitik* européenne – et non exclusivement allemande – en direction de Moscou : « *La politique suivie à l'égard de la Russie reste le défi majeur pour la future politique à l'Est de l'Europe. On ne parviendra pas à la stabilité et à la paix en Europe qu'avec et non contre la Russie. Les objectifs prioritaires correspondent donc à l'approfondissement et à l'institutionnalisation des relations entre la Russie et les deux autres acteurs principaux, l'OTAN et*

l'UE » (14). Une telle politique doit permettre à moyen terme l'inclusion de la Russie dans un système d'engagements multilatéraux.

Sous l'impulsion du ministre des Affaires étrangères Steinmeier, une nouvelle *Ostpolitik* doit offrir à la Russie, dans ses relations avec l'UE et l'Europe orientale, un engagement constructif. Ce dernier est censé promouvoir le « rapprochement par l'interdépendance » (*Annäherung durch Verflechtung*) – interprétation moderne du concept du « changement par le rapprochement » (*Wandel durch Annäherung*) d'E. Bahr –, voire, selon la formule de F.-W. Steinmeier, « l'interdépendance par l'intégration » (*Verflechtung durch Integration*), la Russie étant un indispensable partenaire qu'on doit plutôt approcher par les concepts d'« imbrication » et d'« interconnexion » qu'avec un discours ouvert (15). Si Berlin a eu tendance, dans les années 1990, à subordonner les relations avec les pays d'Europe orientale aux relations germano-russes, le contexte géopolitique européen est bouleversé suite à la reconnexion du continent européen par les élargissements de l'UE – en 2004, 2007 et 2013 – et les dirigeants allemands inscrivent leur démarche dans la cadre d'une politique commune à l'Est. Dès 2001, le chancelier Schröder encourage la mise en œuvre d'une politique européenne en direction de la Russie (16). Eckart von Klaeden, ancien porte-parole pour la politique étrangère et de sécurité du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag, plaide en faveur d'une politique européenne commune vis-à-vis de Moscou, une relation bilatérale spécifique germano-russe n'étant pas une alternative réaliste (17).

Le projet d'une *Ostpolitik* européenne, élaboré à partir de 2006 par le ministère fédéral des Affaires étrangères, est basé sur trois piliers : une Politique européenne de voisinage (PEV) renforcée par l'isthme Baltique/mer Noire – en y incluant le Caucase –, la révision de l'accord de partenariat et de coopération entre l'UE et la Russie et une stratégie pour l'Asie centrale. Validée par le Conseil européen de Berlin, le 22 juin 2007, cette PEV « plus » – censée être plus concrète que celle lancée par la Commission européenne le 10 mars 2003 et qui rassemble tous les pays frontaliers de l'Union au Sud et à l'Est, à l'exception de la Russie – n'en lève pas pour autant le dilemme de fond entre ouverture et délimitation, puisqu'elle entend exclure autant que possible la perspective d'adhésion à l'UE. Si la Pologne défend l'adhésion de l'Ukraine, l'Allemagne, avec d'autres pays fondateurs, reste très prudente sur la question de l'élargissement au-delà du cercle des pays actuellement encore candidats et renvoie à la condition préalable de la capacité d'intégration de l'Union.

(14) Werner WEIDENFELD (dir.), *Neue Ostpolitik. Strategie für eine gesamteuropäische Entwicklung*, Fondation Bertelsmann, Gütersloh, 1997, p. 88.

(15) Frank-Walter STEINMEIER, « Verflechtung durch Integration. Eine neue Phase der Ostpolitik der EU. Nicht Abgrenzung sondern Vernetzung lautet das Gebot der Globalisierung », *Internationale Politik*, n°3, mars 2007, pp. 6-11.

(16) Cf. Gerhard SCHRÖDER, « Deutsche Russlandpolitik – Europäische Ostpolitik », *Die Zeit*, 5 avr. 2001.

(17) Eckart von KLAEDEN, *Kein Sonderzug nach Moskau. Deutsche Russlandpolitik muss europäisch sein*, Edition Körber-Stiftung, Hambourg, 2008.

Après l'adhésion des PECO aux institutions euro-atlantiques, il apparaît néanmoins complexe de vouloir rapprocher l'Europe orientale du cadre communautaire sans que la Russie soit dupée, d'autant plus que l'UE a des frontières communes avec elle – par la Finlande et l'enclave de Kaliningrad. Dans ce contexte, Berlin sait pertinemment qu'en dépit de divergences de vues considérables, notamment sur le dossier des droits de l'homme, elle doit poursuivre un partenariat privilégié avec Moscou, car en Europe orientale et au-delà rien ne peut être fait sans un réajustement de la politique européenne à l'égard de la Russie. Cependant, si l'accord de gouvernement de Grande coalition, réunissant la CDU/CSU et le SPD, d'octobre 2005, indique la volonté des dirigeants allemands de continuer à approfondir les relations germano-russes et de tendre vers l'établissement d'un « partenariat stratégique » entre l'UE et la Russie, depuis le discours de V. Poutine, le 10 février 2007, à la Conférence sur la sécurité de Munich, au cours duquel il avait dénoncé le fantasme états-unien de gouvernance unilatérale du monde et annoncé le retour de la Russie sur la scène internationale (18), ces mêmes dirigeants sont devenus beaucoup plus prudents dans leur approche de la question russe (19). Dans l'accord de gouvernement entre la CDU/CSU et les libéraux (FDP), d'octobre 2009, les responsables politiques ne visent d'ailleurs plus de « *partenariat stratégique* », la Russie est qualifiée de « *partenaire important* » pour la gestion des crises internationales et, dans l'accord de gouvernement de Grande coalition CDU/CSU et SPD, de novembre 2013, le gouvernement ne prône plus qu'un « *dialogue ouvert et une coopération plus large avec la Russie* ».

Suite à la crise ukrainienne et à l'annexion par la Russie de la Crimée, le 18 mars 2014, la relation de confiance entre les deux pays est largement mise à mal (20). Le Livre blanc sur la politique de défense et l'avenir de la Bundeswehr de 2016 stipule que la Russie « *remet en cause l'ordre de paix européen* » et « *affirme une rivalité stratégique avec l'Occident* ». De fait, la transformation des divergences d'intérêt entre l'Union et la Russie en une identité d'intérêts communs pour promouvoir un ordre de paix européen relève plutôt d'un exercice compliqué d'« *intégration des contradictions* » (21).

(18) La « doctrine » de V. Poutine en matière de politique étrangère est tout entière contenue dans ce discours. Il prévenait que la Russie ne tolérerait plus le modèle unipolaire et qu'elle allait réaffirmer sa condition de puissance mondiale. C'est au cours de ce discours qu'il s'était également prononcé fermement contre tout élargissement de l'OTAN.

(19) Cf. Constanze STELZENMÜLLER, « *Germany's Russia question. A new Ostpolitik for Europe* », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVIII, n°2, mars-avr. 2009, pp. 89-100.

(20) Cf. Hannes ADOMEIT, « Les relations germano-russes : entre changement de paradigme et maintien du *statu quo* », *Note du CERFAI (IFRI)*, n°120, fév. 2015.

(21) Stephan MARTENS, « L'Allemagne et l'Est européen. Le défi d'une configuration intégrative de l'Europe », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°3, 2001, p. 42.

LA STABILITÉ POUR L'ENSEMBLE DE L'EUROPE
ET LA CRISE UKRAINIENNE

La ligne directrice de la politique allemande, après l'unification est de contribuer à réduire les tensions Est-Ouest en vue d'une reconnexion du continent. Il s'agit de rechercher un ordre stable pour la partie orientale du continent, car l'Allemagne, étant donné sa situation géographique, serait la première à subir les effets de l'instabilité à l'Est. Ce n'est pas un hasard si la présidence allemande du Conseil de l'UE, au second semestre de 1994, a inscrit la question de l'élargissement de l'Union vers l'Est au titre des priorités de son calendrier politique : la stratégie de pré-adhésion est ainsi adoptée au Conseil européen d'Essen, le 10 décembre 1994. De même, parce qu'on craint une Russie « périphérisée », devenant une grande puissance imprévisible, le but est d'intégrer les voisins centre- et est-européens de l'Allemagne dans le système d'après-guerre ouest-européen, tout en établissant un large partenariat avec la Russie.

Le Livre blanc sur la politique de défense de 1994 stipule ainsi que « *pour assurer la sécurité de l'Allemagne, il importe de développer, parallèlement à son ancrage euro-atlantique, une coopération étroite avec les voisins orientaux. Les relations avec la Russie et l'Ukraine jouent un rôle central dans ce contexte. La Russie est un partenaire particulièrement important pour une stabilité durable en Europe et dans le reste du monde* ». Le Livre blanc de 2006, tout en élargissant la sphère géographique, puisqu'il évoque la nécessité d'une politique européenne de voisinage avec les pays du Caucase, d'Asie centrale et de la région méditerranéenne, insiste sur le « *développement et l'approfondissement d'un partenariat de sécurité durable et solide avec la Russie* ».

Il reste que, suite à la crise ukrainienne, le Livre blanc de 2016 ne qualifie plus la Russie de « partenaire ». Berlin ne fait pas de la Russie un ennemi, mais une menace. Les acteurs politiques allemands s'inquiètent, comme leurs homologues d'Europe centrale, des pratiques russes d'intrusions dans l'espace européen, d'influence politique par le financement de mouvements hostiles à une plus grande intégration européenne, d'attaques cybernétiques. L'Allemagne a été contrainte de réviser sa politique à l'Est après le déclenchement des hostilités dans le Donbass et surtout l'annexion de la Crimée, car la Russie n'exclut plus le recours à la force pour modifier les frontières, mettant en cause l'architecture de sécurité dans l'Europe de l'après-Guerre froide. La chancelière Merkel déclare ainsi, le 7 juillet 2016, devant le Bundestag, que le climat de tension incombe en premier lieu à Moscou : « *Quand l'inviolabilité des frontières est remise en cause par des mots et des actes, la confiance est naturellement perdue. D'où la nécessité d'une claire réassurance apportée par l'Alliance* ». Suite au sommet de l'OTAN à Varsovie, les 8 et 9 juillet 2016, l'Allemagne est d'ailleurs une des quatre « nations cadres » qui, avec le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le

Canada, dirigeront à partir de 2017 des bataillons à la frontière orientale de la Pologne et des pays baltes.

Certes, si la chancelière Merkel et la CDU adoptent une position plutôt « dure », le SPD a tendance à privilégier une approche plus encline au compromis. Sigmar Gabriel (SPD), vice-chancelier et ministre de l'Économie, plaide le 16 mars 2016, à Berlin, devant le « Forum germano-russe », en faveur de la levée des sanctions économiques et d'un « *nouveau départ pour le dialogue germano-russe* ». Le ministre des Affaires étrangères Steinmeier regrette publiquement les exercices militaires « Anaconda », réalisés à l'Est par les troupes de l'OTAN, du 6 au 16 juin 2016 – les plus grands depuis 1989 – : « *Ce que nous ne devrions pas faire, c'est souffler sur les braises avec des cris et des menaces de guerre* » (22). Partisan d'une politique d'ouverture et du dialogue, dans la tradition de l'*Ostpolitik* allemande, le chef de la diplomatie allemande rappelle, le 22 juin 2016, devant le Bundestag, à l'occasion du 75^e anniversaire de l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne nazie, les deux principes qui doivent dicter la conduite des dirigeants allemands face à Moscou, dans la droite ligne du « Rapport Harmel » de 1967 (23) : dissuasion et détente. Selon lui, il s'agit de « *rechercher sans cesse les moyens pour éviter la confrontation* », selon la maxime « *Capacité de défense, autant que nécessaire. Dialogue et coopération, autant que possible* ». Tout en adoptant une posture ferme, l'Allemagne a tenté d'apaiser les tensions entre l'Ukraine et la Russie : c'est ainsi qu'avec la France elle a réussi à obtenir, le 12 février 2015, la signature des accords de Minsk II, prévoyant un cessez-le-feu, dans le cadre d'une réunion quadripartite. Face à un appareil européen difficile à piloter, la négociation sous un format réduit a mis en avant le rôle premier de l'Allemagne.

Il convient cependant d'insister sur une tendance lourde : il n'y a pas de divergences fondamentales entre les principaux partenaires de la Grande coalition – soutenus en cela par les Verts traditionnellement favorables à une approche « douce » et non violente des questions internationales, mais en même temps très critiques à l'égard de l'attitude de la Russie. Les désaccords traversent les partis, mais ne les opposent pas. Si un certain nombre d'articles et de publications fait état du sentiment d'humiliation des dirigeants russes depuis la chute de l'Empire soviétique et plaide en faveur de la prise en compte des craintes et des intérêts légitimes de la Russie, la querelle, depuis le début de la crise ukrainienne, entre « *Russlandverstehher* » (ceux qui comprennent la Russie) et « *Russland-Kritiker* » (ceux qui la critiquent) n'est pas prégnante dans le débat politique, car les désaccords n'ont pas eu d'impact significatif sur la mise en œuvre de la politique allemande. Il apparaît aussi qu'aucun dirigeant

(22) Entretien avec Frank-Walter STEINMEIER, *Bild am Sonntag*, 19 juin 2016.

(23) Le « Rapport Harmel », du nom du ministre belge des Affaires étrangères Pierre Harmel, adopté le 14 décembre 1967, assignait à l'OTAN la double tâche de maintenir la sécurité militaire et de rechercher une politique de détente, les deux effets se complétant.

allemand n'est prêt à mettre en jeu le lien germano-russe. Si l'annexion de la Crimée est considérée comme une violation du droit international, toute action militaire est totalement « *exclue* », comme l'affirme la chancelière Merkel au Bundestag, dès le 13 mars 2014. De fait, la question que posait en 1995, lors d'un colloque international à Hambourg, Gebhardt von Moltke, alors ambassadeur allemand auprès de l'OTAN, est toujours d'actualité : « *Croyez-vous vraiment que quelqu'un en Occident soit prêt à mourir pour Kiev ?* » (24)

L'Allemagne souhaite maintenir un dialogue avec la Russie, mais s'inquiète de la politique qu'elle mène vis-à-vis de l'Ukraine et qui a contribué à une nette dégradation des relations bilatérales depuis 2014. Le paradigme de la « modernisation » de la Russie inspirée par l'Allemagne trouve ses limites, car si la modernisation concordait parfaitement avec les intérêts économiques allemands, le fait est que l'élite russe ne souhaite pas une réforme politique, car elle a compris depuis longtemps que l'Etat de droit et la transparence limiteraient son pouvoir et ses privilèges. La politique russe « *idéaliste de l'Allemagne n'est pas compatible avec la Realpolitik du président Poutine* » ; trop longtemps les « *élites allemandes ont pensé en termes de situation de gagnant-gagnant (coopération et synergies), alors que les élites russes vivent dans un monde où la politique internationale est un jeu à somme nulle, caractérisé par la domination et la compétition* » (25). Aujourd'hui, un grand nombre de responsables allemands ont perdu leurs illusions à l'égard de l'aptitude au dialogue du président Poutine, certains observateurs allant jusqu'à annoncer la « *fin de l'Ostpolitik* » (26). Un vrai partenariat « stratégique » – notion qui ne revêt par ailleurs pas de sens particulier au regard de son utilisation inflationniste dans les Relations internationales – peut difficilement se mettre en place entre Berlin et Moscou, qui se perçoivent désormais plutôt comme des partenaires incontournables selon les intérêts en jeu, notamment dans le domaine économique.

LA COOPÉRATION ECONOMIQUE :
LEVIER POUR LE MAINTIEN DE BONNES RELATIONS

Il existe de nombreux contacts entre le peuple allemand et le peuple russe, notamment au niveau commercial, mais c'est surtout depuis le XVIII^e siècle que les aléas économiques et la donne géopolitique ont débouché sur une relation symbiotique entre la Prusse – plus tard toute l'Allemagne – et la Russie. En effet, le tsar Pierre le Grand décréta au début du XVIII^e siècle sa volonté de moderniser la Russie et initia une politique tournée vers l'Europe centrale et occidentale faisant appel à des

(24) Cité in Körber Stiftung (dir.), *Europa – aber wo liegen seine Grenzen ?*, Protokoll, n°104, Hambourg, 1995, p. 64.

(25) Stefan MEISTER, « Reframing Germany's Russia policy – an opportunity for the EU », *Policy Brief* (European Council on Foreign Relations), Paris, avr. 2014, p. 4.

(26) Ralf NEUKIRCH, « Das Ende der Ostpolitik ? », *Der Spiegel*, 7 juin 2014, pp. 23-24.

experts étrangers et des connaissances techniques. Depuis cette époque, l'Allemagne joue un rôle vital dans le développement économique de la Russie. V. Poutine, dans son discours devant le Bundestag, le 25 septembre 2001, expliquait que l'Allemagne « *incarnait pour les Russes souvent l'Europe, la culture européenne, la faculté de penser technique et le savoir-faire commercial* ».

Au début des années 1970, les difficultés économiques de l'Union soviétique et l'*Ostpolitik* du chancelier Brandt conduisirent à un rapprochement marqué : c'est durant cette période de détente qu'on assiste à un retour aux relations économiques bilatérales traditionnelles et quasi coloniales (échanges de matières premières contre des produits industrialisés et des crédits). Après l'unification, l'Allemagne retrouve sa position de tête dans le commerce avec la Russie, une position qu'elle détenait depuis 1972 en tant que principal partenaire à l'Ouest de l'Union soviétique. En contrepartie de l'unification, l'Allemagne ne s'engagea pas seulement à soutenir financièrement le retrait des forces soviétiques du territoire de l'ex-RDA, elle prit également à son compte une grande partie de l'aide à la transformation intérieure de l'Union soviétique jusqu'en 1994, la Russie recevant plus de 55 milliards \$, dont 23 milliards en garantie de crédits et d'exportations. La contribution allemande à la consolidation financière des finances publiques de la Russie est ainsi non négligeable.

Le paramètre économique est un élément essentiel dans la planification de la politique étrangère allemande (27). Selon la chancelière Merkel, les relations avec la Russie « *passent surtout par les entreprises* » (28) : présentes sur tous les segments, de l'automobile à la machine-outil en passant par les produits alimentaires, près de 4 600 entreprises allemandes sont installées sur le sol russe et près de 300 000 emplois allemands dépendent (in)directement de la qualité des relations commerciales avec ce pays. L'Allemagne est devenue le premier partenaire commercial de la Russie, elle est le plus important investisseur en Russie, avec près de 16% de l'ensemble des investissements étrangers. Bien que la Russie ne représente encore que 3% du total des exportations allemandes, elle est, par son immensité et son potentiel en matières premières et malgré des problèmes incontestables de corruption et d'insécurité juridique, un partenaire de premier choix. Dans le domaine des relations germano-russes, les acteurs économiques et commerciaux allemands appuient toutes les démarches bilatérales. Si l'intervention des forces armées russes en Tchétchénie, à la fin des années 1990, est critiquée, tout comme l'intrusion russe en Géorgie en 2008, aucune conséquence pratique n'avait été tirée. Ce n'est qu'en 2014, suite à l'annexion de la Crimée, que le gouvernement fédéral s'est résolu à prendre des sanctions économiques en accord avec ses

(27) Cf. Stephan MARTENS, « Les stratégies économiques allemandes dans le voisinage de l'Union européenne à l'Est (Russie, Ukraine, Biélorussie) », *Allemagne d'aujourd'hui*, n°186, oct.-déc. 2008, pp. 14-27.

(28) Entretien avec Angela MERKEL, *Le Monde*, 14-15 janv. 2007.

partenaires européens. Toutefois, étant donné la dépendance énergétique de l'Allemagne vis-à-vis de la Russie – 40% de son gaz naturel et 32% de son pétrole sont importés de la Russie –, aucune sanction n'a été prise dans ce domaine. Si les exportations allemandes ont chuté de 20% entre 2014 et 2015 – les secteurs automobile et machines-outils étant particulièrement touchés, menaçant près de 25 000 emplois en 2016 –, l'économie allemande résiste bien.

Il existe par ailleurs dans l'industrie allemande un *lobby* pro-russe très actif, peu porté sur la critique, dont la force de frappe est constituée par les activités du « Ost-Ausschuss der Deutschen Wirtschaft » (Comité pour les relations économiques avec l'Est), organisme de tutelle créé en 1952, regroupant à la fois les entreprises et les organisations professionnelles, lié au ministère fédéral de l'Économie, qui approche les marchés de l'Est européen, en particulier celui de la Russie, et promeut les engagements des entreprises allemandes dans tous les secteurs. A Moscou, une Maison économique allemande est inaugurée en 2004 et la Chambre de commerce germano-russe en 2007. Depuis 1998, les dirigeants des deux pays échangent régulièrement leurs points de vue dans le cadre des consultations gouvernementales annuelles. En 2001 est mis en place le « Dialogue de Saint-Petersbourg », conçu comme un forum de rencontres entre les deux peuples, parrainé par le Chancelier et le Président russe en exercice et soutenu par des fondations publiques et privées, ainsi que des entreprises allemandes et russes. Le poste de « Coordinateur pour la coopération sociétale germano-russe » est créé en 2003 auprès du ministère fédéral des Affaires étrangères – au même titre que les postes de Coordinateurs germano-américain et germano-polonais – afin de souligner l'importance des contacts entre les citoyens des deux pays. Enfin, sous l'impulsion du chancelier Schröder et du président Poutine, est mise en place, en 2000, une « Deutsch-Russische Strategische Arbeitsgruppe », un groupe de travail de haut niveau pour traiter des aspects stratégiques de la coopération économique et financière germano-russe, structure permanente qui se réunit tous les deux mois environ.

La recherche constante du dialogue est aussi un aveu de la grande imbrication à laquelle les économies russe et allemande sont parvenues aujourd'hui (29), au risque d'éveiller les craintes des pays d'Europe centrale de faire les frais d'une relation trop étroite entre leurs deux immenses voisins. La Pologne a été dépecée par les empires prussien et tsariste, puis de nouveaux par Hitler et Staline. En dépit des assurances allemandes, elle craint encore que l'histoire puisse se répéter, fût-ce sous une forme moins brutale. Ainsi, la Pologne et les pays Baltes ont été isolés dans leur protestation contre la construction du « Nord Stream 1 » mis en service en 2012 – et qui permet d'acheminer directement le gaz entre le Russie

(29) Cf. Christian MEIER, « Le partenariat économique Allemagne-Russie. Une interdépendance assumée », *Note du CEREA (IFRI)*, n°73, avr. 2010.

et l'Allemagne grâce à des tuyaux reposant au fond de la mer Baltique – et concernant le projet de « Nord Stream 2 », qui devrait être opérationnel en 2019 – et vise à doubler la capacité du premier gazoduc. Le fait que la construction du « Nord Stream » sur le territoire des pays Baltes et de la Pologne aurait coûté moins cher prouve que ce n'est pas seulement une question économique. La « valeur » de cette solution, pour Moscou, est la possibilité d'interrompre les livraisons de gaz aux pays d'Europe centrale sans arrêter celles destinées aux pays d'Europe de l'Ouest, en premier lieu à l'Allemagne. Si la Pologne et les pays Baltes avancent clairement un argument géopolitique, pour l'Allemagne et la Russie ce gazoduc constitue l'épine dorsale d'une coopération économique initiée dans les années 1970. Comme le rappelle le ministre des Affaires étrangères Steinmeier, l'Allemagne « ne mène pas une politique énergétique avec la Russie sur la base d'une confiance naïve, mais sur celle d'une coopération vieille de plus de quarante ans entre entreprises allemandes et russes » (30). L'Allemagne ayant cependant renoncé à l'énergie nucléaire et une politique énergétique européenne commune n'existant pas encore, sa marge de manœuvre est réduite, ce qui accroît, à moyen terme, sa dépendance envers les importations de gaz et de pétrole en provenance de la Russie qui, de fait, reste le partenaire indispensable non seulement pour la définition d'une politique de paix en Europe, mais aussi pour garantir la sécurité énergétique.

De fait, l'*Ostpolitik* de l'Allemagne pourrait s'insérer dans une stratégie eurasiatique beaucoup plus large, incluant les pays d'Asie centrale, voire la Chine (31). Car l'Allemagne est en quête de marchés ouverts et non de forteresses régionales, que ce soit dans le domaine du commerce, des infrastructures ou de la sécurité. Ainsi, en Allemagne, le projet de « Nouvelle Route de la soie » (*New Silk Road*), lancé officiellement par le président chinois Xi Jinping, le 28 mars 2015, à l'occasion de la Conférence économique de Bao, sur l'île de Hainan – qui revêt une signification particulière, puisqu'on doit au géographe Ferdinand von Richthofen (1833-1903) l'expression même de « *Seidenstraße* » –, est perçu comme une opportunité politico-économique et comme une chance pour intégrer la Russie dans une nouvelle coopération interrégionale, voire y inclure l'Union économique eurasiatique (UEE), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et constituée par la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Arménie. C'est à Berlin qu'a lieu la conférence sur l'« Initiative Nouvelle Route de la soie », le 2 février 2016, au cours de laquelle le secrétaire d'Etat des Affaires étrangères, Markus Ederer, insiste sur l'opportunité, pour l'UE, d'élargir les champs de la « *connectivité* ». Ainsi, malgré les tensions germano-russes, le 3 juin 2016, à l'occasion du congrès régional de la CDU en Mecklenburg-Poméranie, à Güstrow, la chancelière Merkel se déclare favorable à ce que la Russie « *se rapproche plus étroitement*

(30) Entretien avec Frank-Walter STEINMEIER, *Süddeutsche Zeitung*, 28 août 2008.

(31) Cf. Stephan MARTENS, « La nouvelle *Ostpolitik* de l'Allemagne : de la Russie à l'Asie centrale », in Stephan MARTENS (dir.), *L'Allemagne. Vingt ans après la fin de la Guerre froide et son unification*, Presses universitaires de Bordeaux, 2010, Pessac, pp. 61-86.

de l'espace économique européen, en vue de parvenir à constituer une zone économique commune de Vladivostok à Lisbonne », idée qu'elle avait esquissée dans son discours au Forum de Davos, le 21 janvier 2015, faisant écho à la proposition de V. Poutine, en 2010, de mise en place d'une « *Communauté économique harmonieuse de Lisbonne à Vladivostok* » (32). Économiquement, l'Allemagne a toujours été intéressée par un tel espace d'échanges, mais ce sont plutôt les vicissitudes diplomatiques qui permettent aujourd'hui à A. Merkel de le rappeler. Toute occasion est bonne à prendre lorsque les relations sont volatiles et tendues. On peut certes être sceptiques sur les chances de réussite à moyen terme de la constitution d'un tel ensemble économique. L'audace des dirigeants russes pourrait remettre au goût du jour la stratégie qui a accentué la clef de voûte de la géopolitique anglo-saxonne depuis Halford John Mackinder (1861-1947), à savoir empêcher une nouvelle extension de la Russie en lui détachant tous les pays de son « étranger proche », ainsi que la constitution d'une alliance entre l'Allemagne et la Russie en Europe ou, autrement dit, entre ressources et technologie.

* *
*

La relation germano-russe est un « *partenariat compliqué, mais nécessaire* » (33). Pour l'Allemagne il importe de nouer avec les États à l'Est de l'Europe centrale des liens aussi bien politiques qu'économiques et commerciaux, de maintenir un réseau souple de partenariats et de liens bilatéraux et multilatéraux, associant tous les pays, au sein duquel Moscou ne serait pas l'unique partenaire, mais en resterait le principal : la Russie, *nolens volens*, est bien l'acteur incontournable en Europe centrale et orientale. Il reste que les acteurs politiques et économiques allemands observent que la Russie se comporte à nouveau comme une grande puissance qui n'a pas seulement l'arme énergétique à sa disposition, mais qui est également prête à employer la force pour défendre ses intérêts. A l'humiliation inévitable qu'a constituée pour la Russie la perte de puissance de la fin des années 1980 s'est, en effet, ajoutée l'avancée de l'OTAN – instrument de la Guerre froide – vers l'Est. N'est-elle pas pour le moins lourde de ressentiments à venir ? Cette volonté de repli ou d'endiguement, transformant l'Union élargie en un espace sanctuarisé, se ferait au détriment de l'établissement d'un réel partenariat avec la Russie. Mus par les leçons de l'histoire récente, il ne fait aucun doute que les dirigeants allemands mettront en œuvre tout leur savoir-faire diplomatique hérité de l'*Ostpolitik* des années 1970 pour éviter une nouvelle division de l'Europe et pour retisser un lien solide avec un pays dont le refus par ses autorités d'embrasser le modèle démocratique occidental ne saurait justifier, à leurs yeux, qu'on s'en tienne éloigné.

(32) Vladimir POUTINE, « Von Lissabon nach Wladiwostok », *Süddeutsche Zeitung*, 25 nov. 2010.

(33) Heinz TIMMERMANN, « Deutschland und Russland : eine schwierige, aber notwendige Partnerschaft », *Internationale Politik und Gesellschaft* (Fondation Friedrich Ebert), n°4, 1995, pp. 357-367.